

ALGER

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Il-y-a-50-ans-Le-maquis-de-l.html>

Guerre de libération nationale : il y a 60 ans Henri
Maillot s'emparait d'un camion d'armes

Rencontres et accords

FLN-PCA

- Lutte de Libération Nationale -

Publication date: lundi 4 avril 2016

Description:

<dl class='spip_document_1435 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'><a href="IMG/jpg/abane_ramdane.jpg" title='JPEG - 36.6 ko'
type="image/jpeg">

En soulignant dans son message le besoin d'armes des combattants, Henri Maillot était au cœur des vives préoccupations de cette période critique. La question était brûlante, tant pour les milliers de jeunes, impatients de rejoindre le djebel ou qui s'y trouvaient déjà, que pour les dirigeants du FLN. A l'afflux des combattants volontaires, il fallait des armes en plus grand nombre. Nous savons, aujourd'hui, par les lettres échangées de 1954 à 1956 entre Alger et le Caire, que c'était un sujet de tension entre les dirigeants FLN.

In ALGER républicain Du mois de juin 2006

par Sadek Hadjerès*

29 mai 2006)

La prise du camion d'armes eut pour résultat immédiat la tenue d'une rencontre entre Abane et Benkhedda pour le FLN et Hadj Ali et Hadjerès pour le PCA.

AR

<dl class='spip_document_1441 spip_documents spip_documents_right' style='float:right;'>

1956 Rencontres et accord FLN-PCA par S. Hadjerès in Alger républicain juin 2006

Guerre de libération nationale : il y a 60 ans Henri Maillot s'emparait d'un camion d'armes

Rencontres et accords FLN-PCA

A l'occasion de la commémoration de l'acte héroïque du martyr Maillot, nous mettons en ligne l'article rédigé par Sadek Hadjerès en avril 2006 à la demande d'Alger républicain.

L'ancien dirigeant du Parti communiste algérien relate avec minutie les circonstances dans lesquelles fut menée cette opération. Son récit clarifie les raisons qui poussèrent la direction du PCA à prendre la décision de créer les Combattants de la Libération. Le retentissement de l'action de Maillot poussa la direction du FLN à se départir de son refus du contact demandé depuis des mois par le PCA pour organiser l'intégration des militants communistes dans les groupes armés et exposer la conception des communistes concernant la stratégie de mobilisation et de coordination de la lutte pour la libération nationale.

Le PCA avait une autre conception du front. Il défendait son droit en tant que parti de la classe ouvrière à maintenir son existence organique, politique et idéologique indépendante, tout en agissant pour la fusion de façon concertée de ses groupes armés dans l'Armée de Libération Nationale en tant qu'armée unique face au colonialisme ; tout en soutenant également l'action politique menée par le FLN au plan national et international pour l'indépendance de l'Algérie. Le PCA ne s'empêchait cependant pas de critiquer par des voies non publiques les erreurs commises ou les conceptions de classe nuisibles à la mobilisation des masses et à l'image de la guerre de libération. Partant de ses objectifs démocratiques et socialistes de l'indépendance de l'Algérie il avait refusé avec fermeté de se dissoudre en tant que parti dans le FLN. L'histoire des événements qui s'ensuivirent à l'indépendance lui donna entièrement raison.

La prise du camion d'armes eut pour résultat immédiat la tenue d'une rencontre entre Abane et Benkhedda pour le FLN et Hadj Ali et Hadjerès pour le PCA.

NB : la publication des témoignages de Sadek Hadjerès sur l'action du PCA avant l'indépendance ne signifie pas que nous souscrivons à ses appréciations d'aujourd'hui sur les problèmes de l'Algérie devenue indépendante.

AR

04.04.16



L'union dans l'action : le communiste Choukal à gauche de Ouamrane (au centre).

J'ai évoqué dans deux articles du début avril de cette année, l'action du 4 avril 1956 menée par le militant communiste algérien Henri Maillot. Avec un groupe de CDL (Combattants de la Libération), il s'était emparé d'un camion d'armement au profit de la Résistance. L'action avait eu aussitôt un impact considérable. Il était mesurable dans les conversations directes ou par allusions parmi les jeunes, les militants, les familles, dans tous les milieux. Dans ses grands titres, la presse coloniale déchaînée criait à « la trahison de l'aspirant félon ». L'effet était exactement inverse, au plus profond des composantes patriotiques de l'opinion algérienne. Dans ces milieux, les réactions respiraient la fierté du coup porté au colonialisme matériellement et au plan moral. La volonté de contribuer au combat libérateur, quels que soient les sacrifices, se trouvait renforcée parce que, aux yeux de nombre de nos compatriotes, cette cause était partagée en actes par des hommes que leur origine n'obligeait pas, à première vue, à un engagement aussi extrême.

Plus tard, en juin, quand les gens apprirent l'assassinat de Maillot par les troupes françaises après l'accrochage de Beni Boudouane, ce sentiment sera ressenti d'une façon encore plus ancrée dans la culture et la psychologie populaires. Un camarade, hospitalisé pour deux jours avant son retour au maquis de Bouinan, me dit qu'autour de lui dans la salle ou dans les allées de l'hôpital Mustapha, les malades exprimaient leur peine et leur respect : « Il est plus musulman que nous, il mérite mieux que nous sa place « fel Djenna » (au Paradis) ! Comme le dira si bien Simon, son futur beau-frère, lui-même un des clandestins du PCA et des CDL d'Oran : « Les uns vouaient Henri à l'Enfer des maudits et les autres le voyaient, martyr, au Paradis. »

Maillot, quant à lui, avait indiqué dès le début la signification politique et sociale de son action. Il disait, dans le communiqué signé de lui et adressé aux agences et organes de presse (sa publication en France par l'Humanité, organe du PCF, a valu à ce journal la saisie de son numéro du 18 avril 1956) : « L'écrivain français Jules Roy, colonel d'aviation, écrivait il y a quelques mois : si j'étais musulman, je serais du côté des « fellagas ». Je ne suis pas musulman, mais je suis algérien, d'origine européenne.

Je considère l'Algérie comme ma patrie. Je considère que je dois avoir à son égard les mêmes devoirs que tous ses fils. Le peuple algérien, longtemps bafoué, humilié, a pris résolument sa place dans le grand mouvement historique de libération des peuples...

Il ne s'agit pas d'un combat racial, mais d'une lutte d'opprimés, sans distinction d'origine, contre leurs oppresseurs et

leurs valets sans distinction de race... En livrant aux combattants algériens des armes dont ils ont besoin pour le combat libérateur, j'ai conscience d'avoir servi les intérêts de mon pays et de mon peuple, y compris ceux des travailleurs européens momentanément trompés. »

En soulignant dans ce message le besoin d'armes des combattants, Maillot était au coeur des vives préoccupations de cette période critique. La question était brûlante, tant pour les milliers de jeunes, impatients de rejoindre le djebel ou qui s'y trouvaient déjà, que pour les dirigeants du FLN. A l'afflux des combattants volontaires, il fallait des armes en plus grand nombre. Nous savons, aujourd'hui, par les lettres échangées de 1954 à 1956 entre Alger et le Caire, que c'était un sujet de tension entre les dirigeants FLN.

Ceux qui se trouvaient au Caire étaient perçus à tort ou à raison par ceux de l'intérieur ou par les maquisards à la base comme manquant à leurs tâches d'assurer un approvisionnement satisfaisant en armes (cf *Le Courrier Alger-Le Caire*, ouvrage de Mabrouk Belhocine, aux éditions Casbah, 2000).

En avril 1956, nous ne connaissions pas les tensions qui existaient à ce niveau. Mais de divers côtés nous parvenaient les échos lancinants de cette attente fiévreuse d'armement.

Nous ne fûmes donc pas surpris de recevoir rapidement dans les jours qui ont suivi le succès de l'opération, une réponse positive des dirigeants du FLN, sur le principe d'une rencontre dès que possible. Nous leur avons laissé le soin d'en proposer la date et les modalités.

Avant la rencontre

En attendant, nous apprenions par divers indices que malgré la sympathie soulevée dans la population par l'action de Maillot (ou à cause de cela), des interrogations se manifestaient parmi les cadres du FLN. Elles allaient de l'inquiétude jusqu'à une certaine nervosité frisant la méfiance et l'hostilité chez les plus hégémonistes d'entre eux. Ce sentiment était sans doute alimenté, également, par leur irritation envers les comportements qu'ils jugeaient hostiles des courants messalistes à leur égard. Nous avons voulu dissiper toute équivoque sur nos intentions et confirmer que la prise des armes ne changeait rien aux orientations unitaires proclamées par le PCA depuis novembre 1954. Nous leur avons fait savoir, à travers la liaison qui nous avait permis de prendre contact, notre décision de remettre dès avant la rencontre une dizaine de mitraillettes aux unités de l'ALN.

L'opération fut réalisée. Il n'était pas facile en cette deuxième quinzaine d'avril, avec nos sympathisants très surveillés et dans une Mitidja étroitement quadrillée, de protéger et gérer le stock d'armement capturé. Amar Ouamrane, qui commandait l'ALN dans l'Algérois, nous a transmis ses remerciements. J'ai appris ces dernières années que le commandant Lakhdar Bouregâa avait évoqué en termes élogieux et fraternels les contacts qu'il a eus à l'époque de cet épisode avec les groupes communistes (non encore intégrés à l'ALN) dans la région de Bouinan Hammam Melouane (cf ses Mémoires, en langue arabe, aux éditions Al-Hikma, 1990 ; au point 5, sous-titré « patrouille (daouria) de héros et l'amitié avec les communistes »). « Je te jure, avait-il confié au milieu des années 1990 à notre camarade Haydar Hassani, que les premières balles de mitraillette que j'ai tirées nous provenaient de l'armement des communistes, plus précisément de Henri Maillot, Allah yrahmou. »

Fin avril ou début mai 1956, on me communiqua le lieu prévu pour la rencontre, le cabinet de dentiste du Dr Mokrane Bouchouchi, rue d'Isly, place Bugeaud (aujourd'hui Ben M'hidi, place Emir Abdelkader). Ce choix par les amis du FLN me réjouit ; il montrait que la coopération sur le terrain entre FLN et communistes à la base était déjà avancée.

Car Bouchouchi, comme d'autres médecins, sympathisait avec le PCA et versait aux souscriptions qui me parvenaient par l'intermédiaire de Leila A., une jeune militante du cercle des jeunes UJDA de Belcourt.

Je me contenterai ici de relater quelques points sur le contenu de cette rencontre. Je les compléterai en d'autres occasions par des faits tout aussi significatifs des évolutions ultérieures. Les lecteurs intéressés pourront trouver d'autres détails sur cette rencontre et les suivantes qui se poursuivront jusque fin août dans plusieurs entretiens que j'ai donnés durant ma seconde clandestinité :

- à Henri Alleg dans les années 1970 (3 tomes de La Guerre d'Algérie, Temps Actuels, 1981),
- puis à Hafidh Khatib dans les années 1980 (L'accord FLN-PCA..., OPU, 1991)
- et, enfin, quelques échos dans l'ouvrage important du regretté Mohammed Teguia, avec qui son exil puis sa mort prématurée n'ont pas permis d'engager les entretiens que nous avions projetés ensemble.

Les deux publications citées contiennent également le texte des lettres adressées au FLN dans lesquelles sont consignés les thèmes de nos échanges et les points sur lesquels se sont réalisés des accords.

Démarrage incertain

Benkhedda, je le connaissais sans avoir vraiment milité avec lui. Dans les années quarante, nous avons, entre autres, travaillé dans le studio d'un militant à un montage photographique pour un mémorandum du MTLD à l'ONU, illustrant la pratique des tortures colonialistes. Ensuite, nous nous sommes surtout opposés lors de la déplorable crise du PPA-MTLD de 1949, faussement attribuée par lui à « un séparatisme » kabyle.

Quant à Abbane, après l'avoir salué chaleureusement, il semblait curieux de savoir si je l'avais ou non reconnu, ce que je lui ai confirmé. Il n'avait pas changé de visage et d'allure depuis le début des années quarante, quand il était, comme Yazid, Ali Boumendjel, Benkhedda et Dahleb dans les classes supérieures du collège de Blida où j'étais entré en 5e. Je connaissais néanmoins et appréciais son itinéraire dans le MTLD et l'OS, car Mabrouk Belhocine m'en avait parlé à la fin des années quarante.

Benkhedda, avec sa civilité et sa politesse habituelles, nous félicite d'abord pour l'action menée et nous remercie sincèrement au nom du FLN pour la première livraison d'armes. Abbane écoutait et approuvait avec le front plissé et l'air concentré que je lui connaissais, puis rapidement, il commença à bouillonner, impatient d'en arriver au cœur du sujet. Il interrompit Benkhedda en nous tendant une carte d'identité, celle d'Abdelkader Choukal, journaliste d'Alger républicain, monté au maquis avec d'autres camarades dans les monts de Tablat et Beni Misra : « On ne veut plus de ces choses-là... Les communistes veulent noyauter le mouvement... C'est la même chose pour Laïd Lamrani dans les Aurès... Qu'est-ce qu'il a, à proposer d'éditer des bulletins intitulés « El-Watani » (le Patriote) et d'autres propagandes... ? »

Son intervention nous sembla un mélange de protestation sincère et de mise en scène voulue. Nous avons mis calmement les choses au point. Bachir Hadj Ali a souligné : « Nous ne sommes pas venus les uns et les autres pour

nous chamailler. La décision de nous rencontrer signifie que nous souhaitons de part et d'autre trouver des réponses à nos préoccupations communes. »

Puis Bachir et moi, tour à tour et en réagissant aussi à leurs remarques et questions, nous avons précisé, en substance : « Nos camarades, comme tous les Algériens, veulent se battre ; ils rejoignent la montagne ou les réseaux urbains, c'est naturel.

Nos camarades, depuis le début de l'insurrection, n'ont que deux choix compatibles avec leurs convictions : ou bien aller directement à l'ALN, là où ils trouvent une porte ouverte et des garanties de bon accueil et nous les y encourageons, ou bien, en attendant, nous les aidons à constituer eux-mêmes leurs propres groupes armés et ceux-là sont impatients qu'on règle les modalités de leur intégration dans la clarté.

Doivent-ils attendre comme des moutons de se faire arrêter et neutraliser par les colonialistes ? Vous les accuseriez alors de se dérober à leur devoir.

Nous regrettons que certains fassent courir ces bruits alors qu'en même temps ils font tout pour les empêcher de combattre. Nous avons constitué des groupes dans les villes et dans les campagnes, nous n'en faisons pas un secret avec vous. »

Et à ce propos, nous avons fourni des précisions sur leur composition, leur localisation, etc. Et avons insisté : « Notre parti et nos militants ne sont pas des aventuriers ou des intriguants. Nous sommes venus pour discuter, fraternellement et politiquement, des différents problèmes que ça peut poser.

Nous ne voyons aucun intérêt à « noyauter » vos organisations, ni pour nous-mêmes ni surtout pour notre cause commune.

Nous souhaitons élaborer ensemble des formules concrètes de coopération, s'il y a des incompréhensions, le moment est venu d'en parler. Nous avons fait des multiples tentatives d'en discuter directement, mais sans résultat. »

Sur ce dernier point, j'avais énuméré quelques contacts que j'avais eus depuis novembre 1954 pour tenter de joindre leurs dirigeants par la Mitidja, la Kabylie, Alger ou El-Harrach, à travers des militants et amis que je savais proches d'eux. Parmi eux Saïd Akli, qui ne me cachait pas ses contacts directs et quasi permanents avec Krim, Abbane, Ouamrane, Fernane, etc. (c'était aussi le cas avant 1950 avec Ben Bella). Ou encore Mohammed Fellous dont j'ai appris, bien après l'indépendance, qu'il avait été un proche collaborateur d'Abbane. Il avait avec moi un contact suivi au cabinet médical d'El-Harrach, où je travaillais avec le Dr Zmirli et l'infirmière Mimi Benmohammed (future moudjahida de la wilaya IV) qui hébergera notamment, l'été 1955, notre camarade Abdelhamid Boudiaf avant son départ pour le maquis de Chlef). Comme de nombreux autres pionniers du FLN encore peu structuré dans cette région, Fellous (dit Abdelkader) avait soutenu fortement la campagne politique de soutien public au soulèvement national, que moi-même pour le PCA et Ali Boumendjel pour l'UDMA avions menée dans la circonscription de l'Est Mitidja en avril 1955, sous couvert des élections cantonales partielles par lesquelles le gouverneur Soustelle fraîchement arrivé croyait amadouer les partis nationaux.

Clarifications de part et d'autre

Pour justifier leurs réticences à prendre contact avec nous en tant que parti, Benkhedda et Abbane nous expliquèrent que l'efficacité de l'action nécessitait, selon eux, de supprimer les différences entre partis, et pour cela le seul moyen était que les partis s'effacent.

Quand nous leur avons rappelé que les proclamations du FLN faisaient appel à toutes les énergies nationales, ils soulignaient, sans invoquer à ce moment explicitement la dissolution du PCA, que le FLN se proposait de drainer les forces patriotiques en un seul mouvement et seulement sur la base des adhésions individuelles. Nous avons dit que nous comprenions bien l'importance d'une organisation et d'une discipline monolithiques pour tout ce qui concernait le combat et les structurations militaires. Nous estimions cependant qu'en ce qui concernait la mobilisation et l'éducation politiques, elles gagneraient plutôt à se réaliser dans des formes plus larges, plus rassembleuses et par là même plus efficaces. On ferait ainsi de l'autonomie d'opinion et d'expression des organisations qui le souhaitent, un levier supplémentaire de rassemblement. A condition bien sûr, et à partir du moment où cette structuration reposerait sur un solide consensus et une plate-forme d'action reposant sur l'indépendance comme objectif démocratique et social et sur la lutte armée et de masse comme moyen d'y parvenir.

Or, ces conditions nous paraissaient réalisées : le consensus qui a entouré l'initiative de Novembre 54 était devenu très fort. Il rendait, selon nous, d'autant plus réaliste les modalités d'union respectant les autonomies politiques que nous préconisions, en tout cas pour ce qui nous concernait. Cette forme n'était pas contradictoire avec le rôle de noyau dirigeant auquel le FLN aspirait. Nous estimions qu'il assumerait d'autant mieux ce rôle en prenant appui sur la libre adhésion patriotique des participants.

A travers ces échanges, la discussion devenait plus détendue, plus transparente, elle confirmait un minimum de confiance réciproque.

Nos interlocuteurs n'ont pas hésité à nous faire part de certaines de leurs préoccupations et motivations. A propos de l'armement par exemple, ils nous confient qu'ils ont entrepris des démarches auprès du régime dictatorial espagnol de Franco pour obtenir des armes. Bachir et moi, sans nous regarder, n'en fûmes pas trop étonnés. Nous savions déjà que les raisons qui poussaient les dirigeants FLN à demander au PCA de s'effacer en tant que parti n'étaient pas seulement liées à une préoccupation d'efficacité ou même au seul souci de contrôle absolu de toute activité. Elles obéissaient aussi à des calculs et des pressions idéologiques internationales.

Nous avons eu un exemple de cette ambiguïté deux mois auparavant avec les pressions de la CISL (organisation syndicale mondiale liée aux objectifs et activités de l'OTAN dans la guerre froide) pour encourager la création de l'UGTA, au prix d'une division du mouvement syndical algérien. Mais quelle que soit l'importance de ce problème, nous n'étions pas là pour nous concerter en priorité sur les options idéologiques souhaitables.

Nous en aurions peut-être discuté davantage et, probablement, sans résultat concret à cette date si nous avions su, comme aujourd'hui, qu'un mois et demi auparavant, le 15 mars 1956, donc vingt jours avant l'opération Maillot, Abbane écrivait aux dirigeants FLN basés au Caire :

« ...Si les communistes (sans doute voulait-il dire les pays socialistes ?), veulent nous fournir des armes, il est dans nos intentions d'accepter le Parti communiste algérien en tant que parti au sein du FLN, si les communistes sont en mesure de nous armer ... » (page 164 de l'ouvrage de Belhocine cité plus haut). C'est un thème important, que celui des relations régionales et internationales du FLN ; il mériterait des développements que je n'aborde pas aujourd'hui.

Vers des points d'accord

Pour l'instant, il y avait au printemps 1956 un enjeu immédiat, qui dépendait seulement de nous : les armes et les combattants présents sur le terrain, qu'allons-nous en faire ; quoi décider à leur sujet les uns et les autres ? De chaque côté, nous avons nos propres convictions, nos préoccupations et préférences partisans, qui

divergeaient sur plusieurs points. Mais les premières clarifications apportées par la discussion nous montraient qu'un accord était possible sans que chacun soit obligé de renoncer à ses visions stratégiques de la guerre engagée.

D'un côté nos interlocuteurs étaient des hommes animés d'une logique et d'un raisonnement politiques. Ils comprenaient l'utilité de l'échange d'arguments politiques dans l'intérêt aussi bien de l'action armée que de la mobilisation de masse. Nous sentions qu'ils n'étaient pas, comme beaucoup d'autres, fortement prisonniers d'une démarche purement activiste qui exacerbe le sectarisme. A défaut d'un accord global sur tout, ils semblaient capables d'apprécier la mise en oeuvre d'une unité d'action même partielle. Et surtout, la situation était telle qu'aucun des deux mouvements représentés n'avait intérêt à bloquer un accord possible par des préalables organiques ou chercher à forcer la main de l'autre au risque de nuire aux exigences immédiates de la lutte commune.

Malgré les apparences, ce n'était pas un simple marchandage « des armes en échange de coopération ». Dans cette conjoncture, nos interlocuteurs tenaient à une coopération qui, d'emblée fructueuse, ouvrirait peut-être d'autres horizons (j'aurai l'occasion d'indiquer pourquoi en cela, ils n'auraient pas eu tort, y compris sur le plan de la solidarité internationale, si notre coopération s'était poursuivie en 1957, après leur départ d'Alger).

Ils comprenaient que même les plus sectaires dans leurs rangs pourraient difficilement reprocher à des militants non membres des katibas ou des groupes fidayin de l'ALN, de garder leur indépendance organique, alors qu'ils prouvaient par ailleurs leur ferme volonté de soutien.

De notre côté, coopérer de toutes nos forces n'était pas une contrainte contraire à nos souhaits, mais une orientation de principe. Notre comportement unitaire nous donnait auprès des patriotes sincères la force morale suffisante pour défendre le droit à l'autonomie, certes dans des conditions plus difficiles, nous le savions à l'avance, mais selon nous plus prometteuses d'avenir démocratique. Cela explique pourquoi d'un commun accord, les discussions se sont tournées de façon pragmatique vers les questions concrètes les plus urgentes, en nous réservant de revenir plus tard sur les problèmes de fond pour lesquels nous avons des différences d'approche. Ainsi, dès cette première réunion, ont été arrêtées des décisions pratiques et propositions concrètes qui seraient soumises à nos organisations respectives, mais qui, en fait, seront presque aussitôt adoptées formellement et mises en oeuvre des deux côtés. Elles seront prolongées et complétées à la rencontre suivante une ou deux semaines plus tard (à l'ex-rue Horace-Vernet, au domicile d'un couple européen chrétien sympathisant du FLN).

La coopération démarre

Ainsi, les contacts ont été mis au point entre les CDL d'Alger et les responsables de la Zone autonome d'Alger pour intégrer leurs groupes, en conservant (sur proposition même de nos deux interlocuteurs) leur propre structuration pour garder leur caractère opérationnel. Pour les groupes des campagnes, particulièrement ceux de Chlef, d'Aïn Defla, de Ténès, etc., les contacts ont commencé également entre les responsables de notre Comité central présents sur place dont le travail d'implantation était déjà bien avancé (avec Boudiaf, Babou et Saadoun) et ceux du FLN (je me souviens seulement des noms de Baghdadi et Omar Belmahdjoub) qui débutaient de leur côté un travail difficile dans cette région encore fortement sous influence messaliste. Ce travail commun de mise en place était assez avancé lorsqu'un envoyé de la zone vint à Alger en faire le compte-rendu à une nouvelle rencontre avec le FLN (rue Pirette, au domicile de nos camarades Servetti), le lendemain du jour de la mort de Maillot au combat. Les structurations se poursuivront plus tard, de même que les livraisons d'armes.

Plus tard, nos camarades Abdelhamid Boudiaf et Abdelkader Babou feront partie de la direction dans la région FLN-ALN d'El-Asnam, dont Djilali Bounâama, futur colonel Si Mohammed de la wilaya IV, a été le responsable militaire.

Pour l'Atlas blidéen, nos groupes de jeunes ruraux ou citadins (issus surtout de Larbâa, Bougara, El-Harrach, Alger ville,), Abdelkader Choukal nous fit savoir que les contacts s'étaient bien passés, grâce en particulier à l'esprit ouvert de Dehilès (plus tard colonel Si Sadeq) auprès de qui il assumait les tâches de secrétariat. Notre groupe de Baraki dans la Mitidja a continué d'être, pendant toute la guerre, une plaque tournante logistique et politique entre la capitale et les maquis.

Sur place à Alger, Bachir Hadj Ali informait les membres de la direction pour engager de larges discussions au sein du Comité central concernant le souhait du FLN de voir le PCA se dissoudre, comme venaient ou étaient en train de le faire le MTLD centraliste, l'UDMA et les Ouléma. Je procédai de même avec les cadres des CDL pour les informer et recueillir leurs avis sur les nouveaux contacts qu'ils allaient prendre incessamment.

Pendant ce temps, une coopération FLN PCA se poursuivait au plus haut niveau, y compris pour des questions pratiques courantes. On verra ainsi Benkhedda (« M. Joseph ») et Jacques Salort se rencontrer plusieurs fois dans la rue pour mettre au point des consignes logistiques, échanger selon les besoins réciproques des cartes d'identité, des balles de pistolet de calibres plus conformes aux armements respectifs et emballées dans des paquets de café en grains, etc. La liaison permanente entre nos deux directions se faisait à travers des Européens moins vulnérables aux contrôles policiers, le couple Gautron du côté FLN, Annie Steiner et Joséphine Carmona de notre côté.

Plus tard, après l'été, je serai en contact et hébergé chez Aline et Pierre Coudre dans un ancien pavillon de l'époque turque, séparé du Palais du Peuple actuel par le chemin de Gascogne. C'est là que sont coulés encore à ce jour, dans un bloc de ciment, certains de mes anciens papiers d'identité. Aline et Pierre formaient un couple exceptionnel par sa modestie, son sang-froid et son abnégation. Résistant français anti-nazi dans les maquis de la Dordogne dans les années quarante, alors qu'il y était jeune berger, Pierre fut lié de près aux multiples activités d'Abbane avec Amara Rachid ou Nassima Hablal (qui tapait chez lui les documents tels que ceux liés à la préparation du Congrès de la Soummam).

Une de ses multiples fiertés et souvenirs reste, avant les dures épreuves qu'il subira après son arrestation, d'avoir hébergé une réunion de plusieurs dirigeants avec Abbane (venu en traction-avant et sous protection) ou encore Amara Rachid avant son voyage à Sétif pour contacter Ferhat Abbas. Il avait aussi hébergé le groupe de jeunes filles la veille de leur départ pour le maquis et avait encore aidé aux échanges de documents entre la direction du FLN et Moufidi Zakaria pour le projet d'hymne national.

Mon récit vient d'anticiper sur les semaines et les mois qui ont suivi.

Mais je reviens à notre première rencontre avec les dirigeants du FLN à travers un autre aspect, car avant de nous quitter et d'une façon imprévue, un nouveau thème était venu sur le tapis. Son importance se fera sentir au cours des décennies suivantes et restera actuel jusqu'à nos jours.

Rebondissement de la discussion

Nous en avons fini provisoirement avec les échanges concernant nos groupes armés et avons précisé certaines modalités des prochains contacts pour les poursuivre après consultation de nos instances respectives. Ben Khedda, sans doute pris par un autre rendez-vous, sort le premier. La discussion se poursuit alors avec Abbane. Il est

détendu et visiblement satisfait de la franchise de nos discussions, avec dans le regard une pointe d'affabilité souriante (peut-être est-ce à cause de sa mort tragique dix-huit mois plus tard que cette image est restée en moi).

Les échanges à bâtons rompus portent sur les perspectives d'après l'indépendance, les options sociales. On parle de l'émergence impressionnante des pays du « groupe de Bandoeng ». Je ne me souviens pas qu'il ait dit un seul mot (Benkhedda non plus) du vote des pouvoirs spéciaux par le PCF, alors que nous-mêmes, quand nous étions au mois de mars en pleine préparation de l'opération Maillot, cela ne nous avait pas rendu particulièrement heureux (ce sera un des points que Larbi Bouhali, premier secrétaire du PCA, posera aux dirigeants du PCF au début de 1957, après qu'il sera sorti clandestinement d'Algérie à la fin de 1956). Avec le recul, je me suis demandé, plus tard, si le silence d'Abbane sur ce point n'était pas dû à l'existence des sondages et tractations des milieux gouvernementaux français. Tout en renforçant en ce moment leur dispositif répressif militaire et policier, ils envoyaient discrètement des émissaires disant vouloir explorer des conditions de négociation avec le FLN (on en verra, en octobre, la confirmation, avec le kidnapping de l'avion des « Cinq »).

Abbane nous dit aussi sa préférence pour un socialisme non-aligné, « à la yougoslave, façon Tito ».

Puis, comme nous prenant à témoin d'une question qui le tracasse, il poursuit : « J'aimerais avoir votre avis, nous sommes indécis. La création de l'UGTA, deux mois auparavant, nous a fait problème. Des responsables syndicaux anciens et expérimentés, membres du FLN, ne sont pas à l'aise ; ils auraient voulu ne pas quitter l'UGSA (ex-CGT) et disent que la division syndicale n'est pas une bonne chose. » Parmi eux, il cite Belmihoub, responsable bien connu des cheminots « qui à ma connaissance n'était pas communiste » et d'autres encore, dont il ne nous a pas dit les noms. Il demande aussi : « Que pensez-vous d'Ouzegane ? Nous cherchons à contacter des personnes pour avoir leurs avis. Nous voulons travailler à un document d'orientation sur ces problèmes ... »

La question d'Abbane était-elle un simple sondage ou reflétait-elle une préoccupation réelle, un souci de faire reculer les conséquences négatives d'une division dans le monde des salariés algériens ? Cette dernière hypothèse n'est pas à exclure.

Abbane, on le voyait bien, était farouchement attaché à l'hégémonie politique du FLN. Aucun doute à ce sujet, peut-être même cela pouvait-il s'exprimer chez lui par des impulsions autoritaires. Il nous paraissait néanmoins, dans son fond, attentif à un certain esprit rassembleur, tout au moins tant qu'il estimait maîtriser le processus de prééminence incontestée du FLN et de son appareil. Comme l'entretien qui venait de s'achever venait de le montrer, il était apparemment ouvert à des formes consensuelles permettant d'aplanir les obstacles à un plus large rassemblement pour renforcer la lutte.

Quelle voie pour l'unité syndicale ?

Rien ne l'obligeait, en fait, à nous livrer sa pensée et ses interrogations. Il savait que nous jugions la création de l'UGTA pour le moins ambiguë dans certaines de ses motivations et dans ses modalités. Il aurait pu, comme l'aurait fait Benkhedda à mon avis, continuer à garder le silence prudent et le camouflage des intentions qui avaient entouré la préparation de cet événement. On sait que la création de l'UGTA fut précipitée suite à l'initiative messaliste de l'USTA qui avait pris de court le FLN. Mais elle était souhaitée depuis des années sans qu'elle puisse être mise en discussion publiquement ou réalisée, du fait de l'état d'esprit dominant chez les travailleurs et les militants syndicaux, y compris chez des nationalistes, expérimentés et engagés de longue date dans les luttes sociales (voir à ce propos le témoignage de Lakhdar Kaïdi, dans ses Mémoires recueillis par Nasser Djabi, aux éditions Casbah).

En réalité, ce qui nourrissait nos doutes sur les intentions de certains initiateurs de la création de l'UGTA, c'est que si leur initiative avait seulement visé un renforcement à la fois du mouvement national et du mouvement syndical et ouvrier, qu'est-ce qui les aurait empêchés, au lieu d'agir en catimini, de la préparer en concertation et coopération avec l'ensemble de ceux qui auraient été d'un très grand apport dans ce domaine ?

Nous avons répondu à Abbane que l'unité syndicale a toujours été à nos yeux, importante pour un meilleur contenu et de meilleures perspectives du mouvement national.

Nous regrettons la décision unilatérale du 24 février et son caractère politicien par rapport à ce que devrait être la vocation d'un large mouvement syndical. Nous estimions que la réaction de patriotes syndicalistes tels que ceux qu'il nous citait était saine et compréhensible. Elle ne nous étonnait pas, nous en connaissons de nombreuses autres aux différents niveaux. Mais devant ce fait accompli, il n'était pas encore trop tard, selon nous, pour sauvegarder une unité syndicale précieuse aussi bien pour le soutien de la lutte armée déjà engagée que pour les intérêts des travailleurs. C'était d'autant plus possible que les deux centrales étaient d'accord sur le fait que l'intérêt national et les intérêts spécifiques des travailleurs, déjà acquis ou restant à conquérir, étaient inséparables. Il suffirait que les deux centrales engagent ensemble un processus unique et démocratique d'élections syndicales à la base, sur tous les lieux de travail, pour aboutir à des structures et des directions unifiées. L'appellation importerait peu. Cette façon de faire vaudrait à la centrale unique la confiance redoublée des travailleurs, elle lui assurerait un dynamisme plus grand. Elle permettrait de faire mieux fructifier l'expérience accumulée par les cadres syndicaux de toutes les tendances.

Rappelons que ce processus était encore possible à cette date, car malgré l'état de guerre, la répression du mouvement syndical ne s'était pas encore abattue avec la férocité qu'elle connaîtra quelques mois plus tard.

Abbane a écouté, intéressé, comme si la question était en suspens et pouvait encore être discutée.

Il y a quelques années, j'ai eu confirmation qu'effectivement un courant d'opinion et des débats, avaient eu lieu parmi les cadres syndicaux acquis au FLN, en faveur de la préservation de l'unité d'organisation syndicale. Une lettre a même été adressée par un groupe de cadres syndicaux à la direction du FLN, sans doute celle à laquelle s'est associé Belmihoub. Un ancien ministre m'a dit qu'encore écolier, il avait écrit cette lettre sous la dictée de son père à Constantine, il se souvenait de son contenu, celui-là même dont Abbane s'était fait l'écho.

Mauvais présages pour l'Algérie indépendante

Lors de nos rencontres ultérieures les mois suivants, il n'a plus été question de syndicats. Nous étions en réalité conscients que les pressions internationales occidentales, les réflexes du recours facile aux voies autoritaires ou bureaucratiques, les préjugés, les ambitions d'appareils et les règlements de compte sectaires avaient été d'un poids beaucoup plus grand dans la nouvelle conjoncture que le respect des principes de fonctionnement liés à la nature d'un mouvement syndical.

Il est sûr que parmi les militants syndicaux sincères qui souhaitaient la création d'une nouvelle centrale plus directement liée au FLN, nombre d'entre eux ont fait confiance aux courants et déclarations du FLN se réclamant d'une démocratie sociale. Ils pensaient sincèrement que la voix des travailleurs pourrait continuer à s'exprimer et à peser de façon bénéfique dans le grand rassemblement national incarné, à leurs yeux, par le FLN. Sans doute n'ont-ils pas perçu à ce moment que cela aurait nécessité des débats plus ouverts et une expression plus affirmée, ainsi que des garanties plus formalisées du besoin d'autonomie du mouvement ouvrier au sein de l'alliance

nationale.

Les méthodes qui ont prédominé, faute de cette pression positive de la base et des cadres les plus conscients, ont été cautionnées par certaines appréciations fallacieuses du Congrès de la Soummam, enveloppées dans un langage de surenchère sociale (j'en reparlerai).

Elles ont accentué la fermeture par rapport aux acquis précédents du mouvement syndical algérien. On ne peut s'étonner des évolutions négatives des décennies suivantes, car les choses avaient pris un départ trompeur dès 1956. Dans un environnement antidémocratique et utilisant les séductions de l'arrivisme social, les bonnes intentions et la bonne foi des cadres syndicaux honnêtes ne suffisent pas. Elles ne peuvent remplacer l'affirmation consciente et vigilante de l'autonomie du mouvement syndical et ouvrier, même si c'est dans des formes appropriées aux conditions de guerre ou situations nationales exceptionnelles. Je le sais pour avoir rencontré à plusieurs reprises durant la guerre, entre 1958 et 1960, des cadres syndicaux honnêtes, formellement affiliés à l'UGTA. Ils se plaignaient, tous, que les gens du « nidhâm » (l'organisation, dans une confusion totale entre FLN et syndicat) ne venaient les voir que pour ramasser l'« ichtirak » (cotisations), mais « fi ouaq̄t essah », au moment des batailles, des grèves et actions revendicatives, on ne les voyait plus ou, alors, ils leur mettaient des bâtons dans les roues. J'avais toutes les peines à convaincre ces cadres chevronnés, tel que le vétéran des dockers « Ammi » Saïd (qui sera assassiné par l'OAS), d'oeuvrer dans les structures de l'UGTA, comme y avait appelé la direction du PCA à partir de 1957, c'est-à-dire après que les deux centrales (UGSA et UGTA) aient été interdites par les autorités coloniales. Nous souhaitions ainsi, dans un esprit unitaire, encourager l'initiative des courants les plus conscients et combattifs dans le cadre d'une centrale unique.

Et aujourd'hui ?

En définitive, faute d'une contre-pression positive et constructive suffisante des cadres syndicaux et des courants patriotiques, les dirigeants « historiques » vrais ou supposés du FLN n'ont pas respecté le contrat de confiance auquel s'étaient fiés les militants syndicaux FLN sincères. Ils ont tout fait pour les pousser à la résignation et les intégrer dans leurs luttes de clans et intérêts de pouvoir.

À l'indépendance, à l'exception d'Aït Ahmed et de Boudiaf, les anciens et nouveaux « za'ïms » se sont ligués pour écraser les libertés syndicales au Congrès de l'UGTA de janvier 1963, alors que par ailleurs ils se déchiraient férocement entre eux pour le pouvoir.

En fait, pourquoi le contrat de circonstance mis sur pied en février 1956 était-il boiteux et ne pouvait que déboucher sur une contradiction majeure ? Parce qu'il a été mis sur pied par le haut et pour des besoins de conjoncture. Et surtout parce que dès le départ, ceux qui avaient patronné le processus même avec de bonnes intentions, avaient considéré (ou s'étaient résignés au fait) que le mouvement syndical était davantage un instrument auxiliaire de pouvoir qu'un levier démocratique pour élargir les conquêtes sociales. Au lieu d'être corrigé à l'indépendance, ces motivations et ce processus se sont aggravés.

Bilan à l'arrivée de 1962 : le slogan héroïque « la parole au peuple », qui était celui du PPA des années quarante, a été trahi et perverti, transformé en « la parole aux fusils » et traduit rapidement en « pouvoir pour l'argent et par l'argent ». Ainsi a été instauré le règne de la « hogra » contre les travailleurs et leur représentation légitime.

La centrale officielle, n'a gardé de syndicat que le nom, à l'image d'un système se proclamant démocratique et populaire tout en détournant les espoirs démocratiques à l'encontre des intérêts de la nation.

Quand après cinquante ans, je repense à notre première rencontre FLN-PCA de mai

1956, je me dis que les générations émergentes assoiffées d'histoire véridique sont aujourd'hui en mesure de

comparer les deux voies qui s'offraient alors au mouvement national, au carrefour crucial de la guerre de Libération.

Les faits parlent d'eux-mêmes. Mais on aurait tort d'en rester aux constats amers.

Les expériences malheureuses d'un demi-siècle sont instructives pour ceux et celles qui veulent garder les yeux ouverts sur les enseignements du passé. Les acteurs des mouvements sociaux de plus en plus amples et conscients d'aujourd'hui sont le fait de ceux qui veulent rester les yeux ouverts et garder la mémoire longue.

Doit-on culpabiliser les acteurs politiques et militaires de l'époque pour les erreurs, les insuffisances ou les fautes graves qu'il nous est plus facile de percevoir aujourd'hui ? Ce n'est pas le plus important. Ces acteurs ont eu le mérite de s'engager dans un combat terriblement difficile, auquel l'abnégation et les sacrifices du peuple ont permis de donner une issue victorieuse, malgré tous les gâchis. Ils ont l'excuse que le mouvement national d'avant 1954 n'a accompli que partiellement et parfois négativement l'effort d'éducation politique et idéologique dont aurait eu besoin le mouvement insurrectionnel.

Et surtout ne restons pas, comme Bo'abdil après la chute de Grenade, à pleurer ce que nous n'avons pas réussi à défendre. Il est mille fois plus important d'aborder les combats tout aussi difficiles d'aujourd'hui, en nous dégageant, en actes et pas seulement en paroles, des limites et des étroitesse du passé. Cherchons au contraire à valoriser par nos actes ce qu'il y eut de plus glorieux, de plus ouvert et de plus prometteur.

Chacun peut y contribuer, à partir de sa sensibilité idéologique et de son expérience politique. L'évocation de ce qui s'est passé avant et après le Congrès de la Soummam d'août 1956 m'en donnera l'occasion.

In ALGER républicain Du mois de juin 2006

par Sadek Hadjerès*

29 mai 2006)

—

(*) Ancien dirigeant du Parti communiste algérien et du PAGS.